



**Convention relative
aux droits de l'enfant**

Distr.
GÉNÉRALE

CRC/SP/29
15 novembre 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANÇAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
Huitième réunion
New York, 26 février 2001
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**ÉLECTION, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 43 DE LA CONVENTION RELATIVE
AUX DROITS DE L'ENFANT, DE CINQ MEMBRES DU COMITÉ DES DROITS
DE L'ENFANT EN REMPLACEMENT DE CEUX DONT LE MANDAT
VIENT À EXPIRATION LE 28 FÉVRIER 2001**

Note du Secrétaire général

1. Conformément à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la sixième réunion des États parties à la Convention se tiendra, à l'invitation du Secrétaire général, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, le lundi 26 février 2001, afin d'élire cinq membres du Comité des droits de l'enfant à choisir sur la liste des personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat vient à expiration le 28 février 2001 (voir annexe I). On trouvera à l'annexe II le nom des cinq autres membres qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 28 février 2003.
2. Comme le prévoit la procédure spécifiée au paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, le Secrétaire général a adressé le 25 août 2000 une note verbale aux États parties, les invitant à lui communiquer, dans un délai de deux mois, c'est-à-dire avant le 25 octobre 2001, le nom des candidats désignés par eux en vue de l'élection de cinq membres du Comité. On trouvera également dans le présent document toutes les désignations qui ont été communiquées avant cette date.
3. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, la liste, dans l'ordre alphabétique, des personnes désignées pour siéger au Comité des droits de l'enfant, dans laquelle sont aussi indiqués les États parties dont émanent les candidatures. Les notices biographiques des personnes désignées, fournies par les États parties concernés, figurent à l'annexe III au présent document.

<u>Nom des candidats</u>	<u>État partie dont la candidature émane</u>
Ibrahim Abdul Aziz AL-SHEDDI	Arabie saoudite
Ghalia Mohd Bin Hamad AL-THANI	Qatar
William TORO CABRERA	Pérou
Luigi CITARELLA	Italie
Abdussalam Bashir DUWEBY	Jamahiriya arabe libyenne
Driss IDRISSE BICHR	Maroc
Dalibor JILEK	République tchèque
Noromalala Lydia Clairette RAKOTO JOSEPH	Madagascar
Yuri Mikhailovich KOLOSOV	Fédération de Russie
Hatem KOTRANE	Tunisie
Magali G. MARIN	Belize
Ghassan Salim RABAH	Liban
Tirtha Man SAKYA	Népal
Marilia SARDENBERG	Brésil
Irina MOROIANU-ZLATESCU	Roumanie

Annexe I

MEMBRES DU COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT DONT
LE MANDAT VIENT À EXPIRATION LE 28 FÉVRIER 2001

<u>Nom du membre</u>	<u>Pays dont le membre est ressortissant</u>
M. Francesco Paolo FULCI	Italie
Mme Lily RILANTONO	Indonésie
Mme Esther Margaret Queene MOKHUANE	Afrique du Sud
M. Ghassan Salim RABAH	Liban
Mme Marilia SARDENBERG Zelner Gonçalves	Brésil

Annexe II

MEMBRES DU COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT DONT
LE MANDAT VIENT À EXPIRATION LE 28 FÉVRIER 2003

<u>Nom du membre</u>	<u>Pays dont le membre est ressortissant</u>
M. Jacob Egbert DOEK	Pays-Bas
Mme Amina Hamza EL GUINDI	Égypte
Mme Judith KARP	Israël
Mme Awa N'Deye OUEDRAOGO	Burkina Faso
Mme Elisabeth TIGERSTEDT-TÄHTELÄ	Finlande

Annexe III

NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS

Ibrahim Abdul Aziz AL-SHEDDI
(Arabie saoudite)

Date et lieu de naissance : Juillet 1951 (Arabie saoudite).

Langues de travail : Anglais et arabe.

Situation/fonction actuelle

Vice-Ministre de l'éducation pour les relations culturelles et extérieures.

Secrétaire général de la Commission nationale saoudienne pour la protection de l'enfance.

Principales activités professionnelles

1971-1973	Enseignant dans le secondaire.
1981-1983	Conseiller technique auprès de la Commission nationale saoudienne pour l'UNESCO.
Depuis 1984	Secrétaire général de la Commission nationale saoudienne pour l'UNESCO.
Depuis 1984	Secrétaire général de la Commission nationale saoudienne pour la protection de l'enfance.
1989	Délégué permanent du Royaume d'Arabie saoudite auprès de l'UNESCO.
1990-1995	Adjoint du Vice-Ministre de l'éducation pour les affaires techniques.
1995-1997	Adjoint du Vice-Ministre de l'éducation pour les relations culturelles et extérieures.
Depuis 1997	Vice-Ministre de l'éducation pour les relations culturelles et extérieures.

Études

Diplôme en langue arabe, Institut de la langue arabe, Riyad.

Diplôme d'administration de l'éducation, Université de l'Oklahoma (États-Unis d'Amérique).

M.A. en administration de l'éducation, Université de l'Oklahoma.

Programme de formation dans les organisations internationales, siège de l'UNESCO (Paris).

Doctorat sur les organisations internationales, Université islamique Imam Mohammed Bin Saud, Riyad (Royaume d'Arabie saoudite).

Autres activités dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Membre de plusieurs comités conjoints de l'Arabie saoudite et d'autres pays.

Représentant adjoint de l'Arabie saoudite au Conseil exécutif de l'UNESCO depuis 1995.

Vice-Président de la Commission nationale saoudienne de la protection de l'enfance depuis 1991.

Chef de la délégation saoudienne à la vingt-sixième session de la Conférence générale de l'UNESCO en novembre 1992, à Paris.

Représentant du Royaume d'Arabie saoudite au Conseil exécutif du Bureau arabe de l'éducation pour les États du Golfe depuis 1983.

Président du Comité chargé d'établir le rapport du Royaume d'Arabie saoudite sur les mesures prises pour mettre en œuvre la Convention relative aux droits de l'enfant.

Publications les plus récentes dans ce domaine

Divers articles parus dans la presse saoudienne.

Diverses communications sur l'éducation et la culture présentées lors de conférences locales et internationales.

Divers travaux de recherche sur l'enfance.

Ouvrage sur les projets éducatifs d'organisations régionales et internationales qui s'occupent d'enseignement.

Participation à des conférences internationales

Président du Conseil exécutif de l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO).

Chef de la délégation saoudienne à la Conférence internationale de l'éducation, quarante-troisième session, septembre 1993 (Genève).

Membre de la délégation saoudienne aux conférences générales de l'UNESCO depuis 1983 (Paris).

Membre de la délégation saoudienne aux conférences générales de l'ALECSO depuis 1982 (Tunis).

Membre de la délégation saoudienne aux conférences générales des ministres de l'éducation des États du Golfe depuis 1982.

Membre de la délégation saoudienne à la Conférence internationale de l'éducation à Genève depuis 1984.

Participation à plusieurs séminaires et réunions régionales et internationales.

Ghalia Mohd Bin Hamad AL-THANI
(Qatar)

Date de naissance : 7 novembre 1964.

Langues de travail : Anglais et arabe.

Situation/fonction actuelle : Présidente du Service de pédiatrie depuis 1996.

Principales activités professionnelles

Présidente du Comité d'organisation de la deuxième Conférence internationale de pédiatrie du Qatar (3-5 avril 2000).

Présidente du Comité d'organisation de la première Conférence internationale de pédiatrie du Qatar (15-17 décembre 1997).

Présidente du Comité général sur la formation, les études et les bourses de médecine d'octobre 1995 à février 1998.

Directrice des études et des bourses de médecine depuis le 7 décembre 1998.

Présidente du Conseil médical pour les soins à l'étranger (21 mai 1997 - avril 1998).

Représentante du Conseil arabe de pédiatrie au Qatar depuis le 13 novembre 1993.

Élue Enseignante de l'année 1992-1993.

Spécialiste principale (1er mars 1994 - 1er mars 1996).

Pédiatre (18 avril 1992 - 28 février 1994).

Études

École de filles de Beyrouth (Liban), 1972-1976.

École secondaire Amna Bint Wahab, Doha, 1976-1980.

MB.BS., Université de Jordanie, 1980-1987.

Membre du Royal College of Physicians (Royaume-Uni), janvier 1992.

Fellow du Royal College of Pediatrics and Child Health, 1998, Institute of Child Health (Londres)

- Queen Elizabeth, 18 mois;
- Institute of West Middlesex, 12 mois;
- Queen Charlotte, 6 mois (service des soins néonataux).

Autres activités dans le domaine des droits de l'enfant

Travaux universitaires

Régime pour le traitement des affections diarrhéiques aiguës (première Conférence pédiatrique sur la nutrition, janvier 1993).

La mucoviscidose au Qatar (conférence de gastro-entérologie, février 1993).

Création du service de gastro-entérologie pédiatrique à l'hôpital général Hamed en 1994.

Rapporteuse sur les services de traitement de la mucoviscidose :

- Rapport sur une réunion conjointe OMS/Association internationale de lutte contre la mucoviscidose, tenue à Bahreïn les 18 et 19 novembre 1995.

Médecine clinique

Outre la pédiatrie et l'hépatologie générales, s'intéresse à la gastro-entérologie pédiatrique depuis 1994.

A créé un service où elle utilise les techniques suivantes :

- Endoscopie diagnostique des voies digestives supérieures et inférieures;
- Endoscopie thérapeutique des voies gastro-intestinales supérieures;
- Gastrotomie endoscopique;
- Biopsie transcutanée du foie.

Distinctions

Élue membre de la British Pediatric Association, mai 1995.

Élue Fellow du Royal College for Pediatrics and Child Health (FRCPCH), mars 1998.

Activités communautaires

Présidente du comité sur les besoins spéciaux, qui a à son actif :

- La création du Centre Shafallah qui fournit des services éducatifs à des enfants ayant des besoins spéciaux, notamment aux enfants mentalement handicapés ou autistes. À terme, le Centre a pour but de fournir aux enfants mentalement et physiquement handicapés de 0 à 18 ans des services complets de traitement et de prévention, ainsi que d'offrir un soutien aux familles;
- La sensibilisation de la population aux causes génétiques et environnementales des handicaps physiques et mentaux;

- L'élaboration de textes de lois visant à reconnaître aux personnes concernées (enfants et adultes) des droits leur garantissant des conditions de vie optimales dans la société;
- Un projet de centre d'information sur les questions génétiques.

Membre du Comité national sur les besoins spéciaux depuis juin 1998.

Présidente du Comité national sur les besoins spéciaux depuis le 15 juin 1999.

Membre du Comité consultatif du Conseil suprême des affaires familiales.

William TORO CABRERA
(Pérou)

Date et lieu de naissance : 16 juin 1957, Cajamarca (Pérou)

Langues de travail : anglais et espagnol.

Situation/fonction actuelle :

Vice-Ministre de la promotion de la femme et du développement humain; Secrétaire par intérim de l'Organisme interaméricain pour l'enfance et la politique sociale; représentant du Gouvernement péruvien auprès de l'Institut interaméricain de l'enfant; représentant du Gouvernement péruvien auprès du Fonds autochtone et Président de la Commission des affaires autochtones; professeur principal de médecine à l'Université nationale Federico Villarreal.

Principales activités professionnelles :

Médecin adjoint la Marine nationale péruvienne.

Directeur de l'hôpital de Tumbes (Pérou).

Directeur du service de médecine légale de Tumbes (Institut péruvien de médecine légale).

Directeur général du service d'appui technique de la Direction régionale, Chavin (Pérou).

Directeur régional des services de santé de la région de Chavin (Huaraz).

Directeur du Groupe territorial de soins de santé "E. Guzman Barron", Chimbote (Pérou).

Professeur principal associé à l'Université de Santa Chimbote (Pérou).

Professeur principal associé de médecine à l'Université nationale Federico Villarreal, Lima (Pérou).

Titres universitaires :

Maîtrise de gestion et politiques publiques, Université du Chili. Boursier de la Banque interaméricaine de développement (BID), Département d'ingénierie industrielle, Santiago (Chili).

Maîtrise de recherche et d'aptitude à l'enseignement supérieur, Université Inca Garcilazo de la Vega, faculté d'éducation, Lima (Pérou).

Diplôme de chirurgie de la faculté de médecine de l'Université nationale de Rosario (Argentine).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Direction et supervision du Système national de traitement intégré de l'enfant et de l'adolescent; activités de promotion et de développement en faveur du développement humain et services prioritaires destinés aux enfants et aux adolescents en situation de risque, aux femmes, aux personnes âgées ou handicapées, aux autochtones et aux illettrés; Président de la Commission multisectorielle chargée d'organiser la "Huitième Conférence sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes"; Président de la Commission nationale de coordination des politiques de planification familiale et de santé génésique – COORDIPLAN; Président de la Commission multisectorielle chargée

de l'organisation de la quatrième Réunion ministérielle américaine sur l'enfance et la politique sociale; chef de la délégation péruvienne à la Commission de la population et du développement de l'Organisation des Nations Unies et au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP); Président du Groupe d'action contre la violence dans la famille (GRUPFAM); chargé du suivi de l'Accord de Lima conclu par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont participé à la quatrième Réunion ministérielle américaine sur l'enfance et la politique sociale.

Publications les plus récentes dans ce domaine :

Contribution au texte de l'Accord de Lima (1998).

Contribution au rapport national sur la réalisation, à la fin de la décennie, des objectifs du Sommet mondial pour les enfants et de l'Accord de Lima (2000).

Contribution à l'élaboration du rapport régional des États américains sur la réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants et de réunions ministérielles (2000).

Contribution à l'élaboration de la pochette d'information intitulée "Cumpliendo la Promesas hacia las Metas del Año 2000", en collaboration avec l'UNICEF (2000).

Luigi CITARELLA
(Italie)

Date et lieu de naissance : 22 août 1931, Naples (Italie).

Langues de travail : anglais, français.

Situation/fonction actuelle :

Secrétaire général du Comité interministériel des droits de l'homme (Ministère des affaires étrangères); membre de la délégation italienne à l'Assemblée générale des Nations Unies (Troisième Commission) depuis 1986; membre de la délégation italienne à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (depuis 1986).

Principales activités professionnelles :

Enseignement des droits de l'homme (troisième cycle) à la faculté des sciences politiques de l'Université de Rome (La Sapienza); enseignement des droits de l'homme au Centre d'études et de recherches relatives aux droits de l'homme à l'Université internationale libre d'études sociales, à Rome (LUISS); enseignement des droits de l'homme (cours spéciaux de formation destinés aux cadres supérieurs), à l'École supérieure du Ministère de l'intérieur et à l'École des carabinieri.

Études :

Doctorat en droit (1952), Université de Milan (Italie).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Représentant de l'Italie au Groupe de travail intersessions de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés; représentant de l'Italie à la Réunion sur les droits de l'homme et les peines ou traitements inhumains, organisée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2000; responsable de la rédaction du rapport initial et du deuxième rapport périodique de l'Italie sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant, en collaboration (pour le deuxième rapport), avec le Département des affaires sociales; membre du Comité interministériel de coordination chargé de la préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Guide des aspects internationaux du droit de la famille (document officiel) (en italien).

Abdussalam Bashir DUWEBI
(Jamahiriya arabe libyenne)

Date et lieu de naissance : 7 septembre 1948, Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)

Langues de travail : anglais, arabe, français

Situation/fonction actuelle

Vice-Président de la Commission supérieure sur l'enfance

Principales activités professionnelles

- 1972-1975 Ministère des affaires sociales (Tripoli), travailleur social.
- 1975-1978 Ministère des affaires sociales et de la sécurité sociale. (Tripoli), chef du
Département de la planification sociale.
- 1984-1989 Faculté des sciences sociales appliquées (Tripoli), doyen de la faculté.
- 1990-1998 Faculté des sciences sociales (Tripoli), professeur de sociologie.
- Depuis 1990 Professeur de sociologie à la faculté des sciences sociales de Tripoli (Libye).
Enseignement et recherche.

Études

- 1968-1972 Université Garyounis à Benghazi (Jamahiriya arabe libyenne)
B.A. de sociologie et de planification sociale.
- 1978-1982 Northern Colorado University, Greeley (États-Unis)
M.A. en sociologie et planification sociale.
- Doctorat sur les fondements de l'éducation, faculté des sciences de l'éducation, Maroc.
- 1971 Faculté des sciences humaines, Grenoble (France)
Diplôme de langue française.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel
auquel postule le candidat

- 1997 Consultant à temps partiel auprès de l'UNICEF et du PNUD (Tripoli).
- 1988 Centre arabe d'études et de formation en matière de sécurité, et UNIFEI,
Tokyo (Japon); enseignement et recherche.

Membre de la Commission arabe de sociologie (Tunisie).

Membre du Comité des travailleurs sociaux (Jamahiriya arabe libyenne)

Publications les plus récentes dans ce domaine

"Sustainable human development in Libya" (rapport du PNUD); "The socio-economic status of Libyan Women" (rapport du PNUD); "Social problems" (manuel), Institut supérieur du service social; "Child Labour in Libya" (étude sur le terrain, 1997), UNICEF; "Deprived Children", Institut arabe pour le développement, Beyrouth (Liban); "Childhood in Islam", Dar Al Moultaqa, Chypre; "Childhood and Socialization", Amanat al Adel et coll.; "Childhood rights and care", 1988.

Driss IDRISSE BICHR
(Maroc)

Date et lieu de naissance : 26 novembre 1947, Rabat.

Langues de travail : arabe, anglais, français.

Situation/fonction actuelle

Président de Chambre à la Cour suprême - Directeur des Affaires civiles au Ministère de la justice.

Principales activités professionnelles

- 1970-1972 Juge au tribunal de Sadad à Rabat, chargé des affaires de pensions alimentaires et des mineurs .
- 1972-1974 Président du tribunal social à Rabat.
- 1974-1978 Président de la Section sociale au tribunal de première instance de Rabat.
- 1978-1982 Maître de conférence à l'Institut national des études judiciaires en matière sociale (protection des mineurs).
- 1982-1986 Membre élu au Conseil supérieur de la magistrature.

Études

Lauréat de la faculté de droit de Rabat, Sciences juridiques.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Expert, représentant du Maroc auprès de la Conférence de la Haye de droit international privé (participation à l'élaboration de conventions relatives aux droits de l'enfant).

Expert auprès du Centre de recherches juridiques et judiciaires arabes, Liban (domaine de l'adoption et *Kafala*).

Expert auprès de la Ligue des États arabes.

Président de la Commission chargée de l'élaboration du droit arabe unifié en matière de protection des mineurs.

Président des commissions mixtes consultatives en matière du droit de la famille et du droit de garde.

Publications les plus récentes dans ce domaine

Auteur de nombreux articles dans différentes branches du droit privé, spécialement en droit social et droit de l'enfant : sur la *Kafala*, sur l'adoption, sur les enfants du divorce, sur la répudiation et le mariage mixte.

Dalibor JILEK
(République tchèque)

Date et lieu de naissance : 2 juillet 1953, Brno (République tchèque).

Langues de travail : anglais et russe.

Situation/fonction actuelle :

Docteur en droit, professeur associé de droit international public depuis 1995; chef (depuis 1997) du Département de droit international et européen à la faculté de droit de l'Université de Masaryk; chef (depuis 1996) du Département de droit humanitaire de l'Université de l'Armée de terre; consultant (depuis 1993) au Centre d'information sur les droits de l'homme à la Direction générale des droits de l'homme, Conseil de l'Europe (Strasbourg); membre (depuis 1994) de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye); membre (depuis 1994) de l'Institut international de droit humanitaire (San Remo); membre (depuis 2000) de l'American Society of International Law; Vice-Président (depuis 1997) de l'Association of Lawyers for the Protection of Financial Interests of EU.

Principales activités professionnelles

Président du Conseil des professeurs de la faculté de droit de l'Université Masaryk (1990-1991); Vice-Doyen de la faculté de droit de l'Université Masaryk (1991-1997); membre du Conseil scientifique de l'Université Masaryk (1994-1997); membre (depuis 1991) du Conseil scientifique de la faculté de droit de l'Université Masaryk; membre (depuis 1996) du Conseil scientifique de la faculté de défense nationale de l'Université de l'Armée de terre.

Disciplines enseignées : Droit international public, droits de l'homme, droits des réfugiés, droits de l'enfant, droits des minorités; conférences sur les droits de l'enfant: (depuis 1993) au Centre d'études pédagogiques supérieures de l'Université Masaryk; conférences (depuis 1998) sur les droits de l'homme à l'École supérieure de la magistrature du Ministère de la justice, Kroměříž; Président (depuis 1994) de la Commission d'appel en matière de procédures d'asile du Ministère de l'intérieur, Prague; membre (depuis 1998) du Comité consultatif sur la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, Strasbourg; membre (depuis 1993) du Conseil de rédaction de la revue des sciences et pratiques juridiques, articles sur le droit international.

Études

Faculté de droit de l'Université J. E.: Purkyně (1997); docteur en droit (1979), faculté de droit de l'Université J. E.: Purkyně; doctorat en sciences juridiques (candidat) (1985), faculté de droit de l'Université J. E. Purkyně; professeur associé (1995), faculté de droit de l'Université Masaryk. Cours d'été : La Haye, Thessalonique, Strasbourg, Florence, Vienne. Stages d'études : CICR, Genève; HCR, Genève; Université de Vienne; Université de Paris-XI; États-Unis : New York School of Law, Fordham University School of Law (New York), Washington College of Law, Intercultural Center (Georgetown University), Stanford School of Law, Santa Clara School of Law, faculté de droit de la Southern Methodist University (Dallas).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Élaboration de rapports d'expert pour le Ministère des affaires étrangères : liberté de circulation et obligations internationales (240 p.), principe de non-discrimination (6 p.); pour le Ministère de l'intérieur : loi sur l'asile de 1999 (9 p.), loi sur les étrangers de 1999 (8 p.); pour le Gouvernement de la République tchèque : texte du projet de loi sur les minorités (9 p.). Participation à des conférences et séminaires internationaux récents concernant les droits de l'homme : première Réunion périodique sur le droit international humanitaire, Genève, 1998; aspects juridiques internationaux de la situation des minorités nationales en Europe (Brno, 1999); mise en œuvre de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales de 1995 (Chisinau, 1999); les minorités nationales en République tchèque (Prague, 2000); L'éducation, porte d'accès à l'intégration européenne (Brno, 2000); théorie du rôle des droits de l'homme dans la lutte contre le racisme (Brno, 2000); création d'une société multiculturelle en République tchèque et en Europe centrale (Opava, 2000).

Publications les plus récentes dans ce domaine

"À propos des projets d'articles relatifs aux droits de l'enfant" (9 p.); "Analyse succincte du dispositif international de protection de l'enfant" (12 p.); "Le concept de famille dans le droit international"; "Remarques sur la Convention relative aux droits de l'enfant" (22 p.); "Le travail des enfants fait-il partie de l'économie de marché ?" (9 p.); "L'éducation multiculturelle et la Convention-cadre de 1995 pour la protection des minorités nationales" (10 p.); "Le multiculturalisme et la Convention-cadre de 1995" (11 p.); "Les personnes appartenant à des minorités nationales en tant que homo individualis" (12 p.); "Les réfugiés en République tchèque : lois et migrations" (76 p.); "Les droits de l'homme" (8 p.); "Casus Trahunt" (6 p.); "Casus Docent" (4 p.).

Noromalala Lydia Clairette RAKOTO JOSEPH
(Madagascar)

Date et lieu de naissance : 18 mars 1954 à Ambondrona.

Langues de travail : français.

Situation/fonction actuelle

2000 : Directrice intérimaire de l'Enfance (mai-septembre).

1997 : Directrice de la Femme.

1995 : Chef du Service des interventions en faveur des enfants (adoption - pupille de la nation - parrainage).

1994 : Coordinatrice du projet Services urbains de base en faveur des enfants en situation difficile - Antananarivo et Fianarantsoa.

1992 : Responsable pédagogique du Centre de formation des éducateurs de la prime enfance venant de toutes les régions.

Principales activités professionnelles

- Promotion de la valorisation du statut sociojuridique de la femme et de l'enfant, en particulier de la petite fille.
- Plaidoyer pour le respect de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (réactualisation des textes en vigueur à la lumière des deux conventions).
- Conception des maquettes, des brochures et encadrement technique des études relatives à la protection de l'enfance.
- Promotion de l'approche enfant à enfant pour mieux assurer son intégration au sein de la communauté.
- Promotion et sensibilisation relatives au système de parrainage des enfants en situation difficile (prise en charge par les nationaux).
- Sensibilisation et plaidoyer pour la prise en charge communautaire de l'enfant.
- Suivi de l'adoption internationale.

Études

1985 : Maîtrise en droit privé
1982 : Baccalauréat en droit
1980 : Licence d'allemand
1979 : *Zeugnis* (attestation) allemand
1975 : Études secondaires au lycée Jules Ferry

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Analyse sur l'application à Madagascar des articles 26 et 27 de la Convention relative aux droits de l'enfant.
- Développement de la politique des règles et actes normatifs concernant la protection sociale des enfants orphelins, abandonnés, handicapés ou placés dans les centres sociaux.
- Codification des textes législatifs concernant la protection de l'enfant.
- Plaidoyer pour faciliter le développement de la stratégie nationale pour la protection de l'enfant.
- Large diffusion des messages sur l'enregistrement des naissances.
- Promotion de l'élaboration d'un manuel de formation sur les droits de l'enfant à Madagascar.
- Sensibilisation aux coutumes qui entravent le respect des droits des enfants en vue d'un changement des comportements.
- Appui au Comité interministériel pour l'adoption internationale en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures légales et administratives qui découlent de la ratification par Madagascar de la Convention de La Haye.

Publications les plus récentes dans ce domaine

Sous l'égide du Ministère de la population, de la condition féminine et de l'enfance (MPCFE), des études et des publications ont été faites avec l'UNICEF et des associations ou bureaux d'études :

1. La violence à l'encontre des enfants - Étude qualitative (MPCFE-UNICEF 1998).
2. Étude sur la connaissance, l'attitude et les pratiques des parents vis-à-vis de l'enregistrement des naissances et sur le fonctionnement des services de l'état civil (MPCFE, mars 2000).
3. Étude et analyse sur les droits des enfants en situation difficile dans les villes de Fianarantsoa, Majunga, Antsirabe et Antananarivo (MPCFE, juillet-décembre 1999).

Yuri Mikhailovich KOLOSOV
(Fédération de Russie)

Date et lieu de naissance : 7 septembre 1934 dans la région de Saint-Pétersbourg (Leningrad).

Langues de travail : anglais, russe.

Situation/fonction actuelle

Depuis 1987 : Chef du Département de droit international de l'Institut public (universitaire) des relations internationales, Moscou.

Principales activités professionnelles

1959-1963 : Conseiller juridique au Département des affaires étrangères (URSS), Ministère de l'aviation civile.

Service diplomatique, 1966-1987 (dernière fonction exercée : chef adjoint du Département des relations humanitaires et culturelles du Ministère des affaires étrangères de l'URSS).

1973-1987 : Service diplomatique, Département des affaires juridiques et des traités, Département des relations humanitaires et culturelles, Ministère des affaires étrangères de l'URSS.

1996 : Ministre extraordinaire et plénipotentiaire.

Études

1959 : Diplômé de l'Institut public des relations internationales de Moscou.

1963-1966 : Cours de troisième cycle à l'Institut public des relations internationales de Moscou.

1966 : Doctorat.

1982 : Professeur de droit international.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Membre du Comité des droits de l'enfant (1991-1999).
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (depuis 1990).
- Membre de l'Académie internationale d'astronautique (depuis 1980).
- Membre de l'Institut international de droit de l'espace (depuis 1980).
- Directeur de la chaire l'UNESCO "Droits de l'homme et démocratie", à Moscou (depuis 1994).

- Membre du Conseil d'administration de la Fondation russe pour l'enfance (depuis 1994).
- Membre du Conseil exécutif de l'Association russe de droit international (depuis 1988).
- Vice-Président de l'Association de droit international de Moscou (depuis 1992).
- Rédacteur en chef de la *Revue de droit international de Moscou* (1991-1997), Président du Conseil de rédaction depuis 1998.

Publications les plus récentes dans ce domaine

"*Coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme*", Moscou, 1993 (documents et commentaires).

"*Droit humanitaire international*", Moscou, 1995 (documents et commentaires).

"*Le droit international aujourd'hui*", vol. I à III, Moscou, 1996-1997 (documents et commentaires, coéditeur).

Manuel de droit international, Moscou, 2000 (auteur de plusieurs chapitres et coéditeur).

Participation à des manifestations internationales

Conférences sur différentes questions de droit international dans plusieurs universités (Montréal, Vienne, Thessalonique, Milan, Florence, Gand).

Membre de délégations soviétiques (russes) auprès de différents organes à plusieurs sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, à la Commission des droits de l'homme, à la réunion de Genève de la CSCE, à la réunion de Vienne de la CSCE, au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et au sous-comité juridique de cet organe, à des réunions de l'UNESCO, aux conférences diplomatiques sur les Conventions de La Haye et de Montréal contre les actes d'intervention illicites dans l'aviation civile, à la réunion sur la création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellite (INMARSAT), au Groupe consultatif commun sur la réduction des forces armées classiques en Europe, à la troisième Conférence sur la paix de 1999, etc.

Hatem KOTRANE
(Tunisie)

Date et lieu de naissance : 25 juillet 1954 à Tunis.

Langues de travail : anglais, arabe et français.

Situation/fonction actuelle

Professeur - Directeur du Département de droit privé à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis.

Principales activités professionnelles

- 1993-2000 Expert de l'UNICEF, notamment pour le soutien de l'élaboration de rapports par les États du Comité des droits de l'enfant en Tunisie (1994 et 1999), au Royaume d'Arabie saoudite (1997) et à Oman (1998); et lors de différents séminaires sur des sujets variés relatifs aux droits de l'enfant (Beyrouth, 1997; Riyad, 1997; Mascate, 1998; Téhéran, 2000).
- 1993-1999 Expert du BIT en vue de la révision du Code du travail au Liban (Beyrouth - 1993 et 1999) et au Koweït (Koweït - 1996-1997); pour l'élaboration du Code du travail en Palestine (Ramallah - 1995 et 1998); pour l'animation de tables rondes sur les normes internationales du travail (Amman - 1997) et sur le règlement de conflits collectifs du travail (Mascate - 1997).
- Directeur de l'Institut national du travail et des études sociales (INTES), Université de Tunis 3, 1991-1997.
 - Professeur de droit privé depuis 1988.
 - Maître de conférences en droit privé depuis 1984 (Lauréat du concours d'agrégation en droit privé, session de 1984).
 - Maître-assistant de droit privé depuis 1982.

Études

- Doctorat d'État en droit social, 1982, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, thèse intitulée : "L'ordre public en droit social international".
- Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) en droit international privé et en commerce international, 1981, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne.
- Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) en droit social, 1978, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne.
- Licence en droit privé, 1977, faculté de droit et de sciences politiques de Tunis.

Autres activités dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel
auquel postule le candidat

- Conseiller scientifique et juridique de l'Institut arabe des droits de l'homme (depuis 1999).
- Président de la Conférence des États arabes concernant le programme MOST (Gestion des transformations sociales), UNESCO, Tunis, 1996.
- Membre fondateur et Vice-Président de l'Association tunisienne de droit social (1985-1995).
- Rapporteur général de la Conférence des pays francophones, préparatoire à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Libreville (Gabon), 1993.
- Membre de la délégation officielle de la Tunisie à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 1993.
- Membre du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales (depuis 1991).
- Professeur invité à l'Université Montesquieu, Bordeaux IV (1989), à l'Université de Nice (1990), et professeur associé à l'Université de Paris VII (1991).
- Membre exécutif de la Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale, depuis 1987.

Publications les plus récentes dans ce domaine

2000 *Le droit tunisien du travail et les mutations internationales*, dans Mélanges Habib AYADI, édition CPU, Tunis.

2000 *Liberté, égalité, solidarité : actualité en droit du travail*, dans Mélanges Mohamed CHARFI, édition CPU, Tunis (à paraître).

2000 *Mondialisation de l'économie et défi de la cohésion sociale*, édition CPU, Tunis.

2000 *The Tunisian child protection code: general principles and protection mechanisms*, conférence donnée à Téhéran dans le cadre du Séminaire de formation organisé sous l'égide de l'UNICEF (Téhéran).

Stratégie de promotion de l'intégration nationale et de l'harmonie sociale : éducation aux droits de l'homme, rôle des médias et rôle de la société civile. Étude élaborée pour le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Séminaire d'experts sur le thème : "La prévention des conflits ethniques et raciaux en Afrique", 4-6 octobre 2000, Addis-Abeba, Éthiopie.

1999 *Le Code de protection de l'enfant* (annoté), publications de l'UNICEF, Tunis.

- 1999 *Le droit à l'éducation des catégories vulnérables dans le respect de leur identité : le cas des enfants immigrés*, conférence donnée à Messine (Italie), dans le cadre du Séminaire international organisé par l'Institut international de recherches et d'études sociologiques, pénales et pénitentiaires de l'UNESCO, à paraître.
- 1998 *La clause sociale, vue d'en bas*, in "Dimension sociale de la mondialisation de l'économie", publication du Comptasec, Université Montesquieu, Bordeaux IV.
- 1997 *Les droits économiques, sociaux et culturels entre les espaces de la famille, de l'école et de l'entreprise*, conférence donnée le 10 décembre en présence de Monsieur le Président de la République tunisienne à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des droits de l'homme, publiée dans la *Revue tunisienne de droit*, 1997.
- 1997 *Vers un nouveau droit de la mobilité*, dans "Journées de l'entreprise", publication de l'Institut arabe des chefs d'entreprise.
- 1996 *Le Code de protection de l'enfant : Principes généraux et mécanismes de protection*, *Revue arabe des droits de l'homme*, 1996.
- 1995 *Législation du travail, flexibilité du marché du travail et besoins de l'entreprise*, dans Travaux préparatoires au IXe plan de développement économique, Étude stratégique No 10, Tunis.
- 1995 *Introduction à l'étude du droit*, édition CERP., Tunis.
- 1995 *Protection of the child in Tunisian labor la : current situation and prospects*, dans "Public hearings on international child labor", U.S. Department of Labor, Washington, 1995.
- 1993 *La Tunisie et les droits de l'enfant*, publications de l'UNICEF, Tunis.
- 1992 *L'État, l'entreprise et le droit du travail*, "Journées de l'entreprise", publication de l'Institut arabe des chefs d'entreprise.
- 1989 *Les principes du droit du travail à l'épreuve du discours identitaire : le cas des pays du Maghreb*, dans "Liberté, égalité, fraternité : actualité en droit social", publication du Comptasec, Université Montesquieu, Bordeaux IV.
- Les discriminations sexuelles dans l'emploi*, dans "La non-discrimination à l'égard des femmes", publication CERP/UNESCO, Tunis 1989.
- 1988 *Enfants abandonnés et adoption*, conférence donnée à la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme.

Magali G. MARIN
(Belize)

Date et lieu de naissance : 18 novembre 1971 (Belize).

Langues de travail : Anglais, espagnol.

Situation et fonction actuelle

Avocate depuis 1997,
Cabinet Barrow and Williams, Belize (Belize).

Principales activités professionnelles

Avocate stagiaire
Cabinet Barrow and Williams, Belize (Belize)

Études

B.A. (avec mention) en sciences politiques et en sociologie, 1992.

Université d'Oklahoma, Norman, Oklahoma (États-Unis d'Amérique).

Supervision d'autres étudiants (statistiques sociales).

Supervision d'étudiants de sciences politiques issus de groupes minoritaires.

Bachelor of Laws, 1995.

University of the West Indies, Cave Hill (Barbade).

Major de Première année.

Prix du meilleur étudiant en droit immobilier.

Diplôme avec mention.

Certificate of Legal Education, 1997.

Norman Manley Law School, Campus de Mona, Kingston (Jamaïque).

Prix du meilleur étudiant bélizien en 1996 et 1997, décerné par Norman Manley Law School.

Prix du meilleur étudiant bélizien en 1996 et 1997, décerné par le Barreau du Belize.

Autres activités dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

A dirigé plusieurs séminaires sur des questions liées à :

- La garde des enfants
- L'adoption
- La protection des enfants contre les violences physiques et autres.

Conseillère juridique de l'Organisation bélizienne pour les femmes et le développement (BOWAND)

Membre de la Commission nationale des femmes du Belize.

Présidente du Comité du Fonds national d'aide aux travailleurs du secteur du sucre.

Conseillère juridique du Comité national pour la famille et l'enfant (NCFC).

A mis à jour le rapport du Belize sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1999) et été la conseillère juridique de la délégation bélizienne qui a présenté ce document au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en juin 1999.

Présidente du Comité du Fonds national d'aide aux travailleurs du secteur du sucre.

A donné des conférences sur la loi de 1998 sur la famille et l'enfance.

Publications les plus récentes dans ce domaine

Auteur du chapitre sur la fiscalité et les investissements au Belize dans l'Annuaire du Bureau international de documentation fiscale, Pays-Bas, 1998 et des révisions ultérieures de ce chapitre.

Éditrice consultante de la publication *International Corporate Law Bulletin*, Kluwer Law International, Institute of Advanced Legal Studies (IALS), La Haye, Londres et Boston.

Ghassan Salim RABAH
(Liban)

Date et lieu de naissance : 27 septembre 1949 (Beyrouth)

Langues de travail : Anglais, arabe.

Situation et fonction actuelle

- Professeur aux deux facultés de droit et de sciences sociales des universités libanais et américaine;
- Professeur dans le domaine de la justice pour mineurs (hautes études)

Principales activités professionnelles

- Président de la Cour criminelle au Sud-Liban, 1993-1997;
- Conseiller du Ministre de la justice pour les affaires concernant les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;
- Président de plusieurs comités judiciaires relatifs aux droits de l'enfant dans les pays arabes.

Études

Faculté de droit de l'Université libanaise;

Licence en droit, 1973;

Deux diplômes d'études supérieures, 1983;

Diplôme de Docteur d'État en droit, 1987;

Diplôme de l'Institut des études juridiques, 1987.

Autres activités dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Président du Comité pour la protection des jeunes au Liban (fondé en 1939), qui prend soin de la protection des jeunes délinquants ou de ceux menacés de délinquance; a rétabli les maisons de correction au Liban après la guerre civile;
- Contrôleur général des maisons de correction des jeunes au Liban depuis 1990;
- Secrétaire général de l'Union de l'enfance et de la maternité au Liban;
- Membre de l'Organisation mondiale des juges pour mineurs (siège au Canada);
- Conseiller de la Commission parlementaire pour les droits de l'enfant au Parlement libanais.

Publications les plus récentes dans ce domaine

- La criminalité pendant la Guerre des deux ans (1979);
- Peine de mort, une solution ou un problème ? (1987);
- Licéité des sanctions économiques et délits commerciaux (1989);
- Approche moderne des lois relatives à la délinquance juvénile au Moyen-Orient (1991);
- L'amnistie (1992);
- Histoire des droits et des règlements sociaux (1993);
- Lois modernes sur la toxicomanie et ses effets mentaux (1999);
- Loi sur la protection de la propriété littéraire et artistique et sur la criminalité informatique (2000).

Participation à des manifestations internationales

- Conférence de Sofia (Bulgarie) traitant de la situation juridique, sociale et économique du détenu de moins de 18 ans (1999);
- Conférence de Londres concernant la délinquance juvénile, ses raisons et les moyens d'y faire face (1999);
- Conférence du Caire à l'occasion du dixième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant (1999); a représenté le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies et prononcé une allocution en son nom en présence de fonctionnaires égyptiens et d'environ 2 000 enfants égyptiens de différentes régions du pays;
- Conférence de Newcastle (Royaume-Uni) sur la violence et les attentats à la pudeur commis contre des enfants et sur les moyens de venir en aide à ces derniers (mai 2000);
- Conférence de Bangkok (Thaïlande) sur le racisme et les droits des enfants victimes de kidnapping (septembre 2000);

A en outre organisé plusieurs conférences et projets relatifs aux droits de l'homme en coopération avec l'UNICEF, à Genève et à Beyrouth.

Tirtha Man SAKYA
(Népal)

Date et lieu de naissance : 21 juillet 1944.

Langues de travail : Anglais, népalais.

Situation et fonction actuelle

- Secrétaire et Chef du Gouvernement de Sa Majesté, le Roi du Népal.

Principales activités professionnelles

- Rédige les projets de lois, de règlements, de politiques et de plans nécessaires et les soumet au Gouvernement pour approbation;
- Certifie les décisions du Gouvernement et les transmet aux ministères concernés pour exécution;
- Supervise, surveille et évalue la mise en œuvre des décisions du Gouvernement de Sa Majesté;
- Soumet les propositions au Gouvernement pour décision;
- Dirige la fonction publique népalaise et supervise le travail;
- Conseille, à leur demande, le Premier Ministre et les autres ministres sur toute question administrative courante;
- Organise et préside les réunions des secrétaires des ministères et leur donne les instructions nécessaires.

Études

Maîtrise de commerce et licence de droit de l'Université de Tribhuvan (Népal).

Participation au programme de formation à l'établissement des rapports relatifs aux droits de l'homme; renforcement de la capacité nationale, Centre international de formation de l'OIT (Turin) (1995).

Cours de droit du développement à l'intention des juristes, Institut international de droit du développement (Rome) (1985).

Cours destinés aux conseillers juridiques gouvernementaux, Institute of Advanced Legal Studies (Londres) 1978-1979.

Autres activités dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

1. Chef de la délégation népalaise au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies lors de la présentation du rapport initial du Népal (Genève, mai 1996).

2. Président du Comité national chargé d'établir le rapport initial du Népal sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1996).
3. Rédacteur de projets de lois relatifs aux droits de l'homme, tels que la loi de 1992 sur les enfants, la loi de 1998 sur le travail des enfants (interdictions et réglementation), la loi de 1997 sur la Commission nationale des droits de l'homme, etc.

Publications les plus récentes dans ce domaine

Diverses communications à des conférences nationales et internationales, en particulier celles qui sont énumérées ci-après :

- "La justice pour mineurs au Népal" (1997).
- "Aperçu des lois sur le travail des enfants" (1996).
- "Application des recommandations du Comité des droits de l'enfant" (1995).
- "The Drafting of Laws".

Marília SARDENBERG
(Brésil)

Date et lieu de naissance : Née à Curitiba, État du Paraná (Brésil).
Mariée, une fille et un fils.

Langues de travail : Anglais, espagnol, français.

Situation et fonction actuelle

- Ministre dans le service diplomatique (depuis 1997).
- Directrice générale du Département de la coopération scientifique, technique et technologique au Ministère des relations extérieures, Brasília, District fédéral, depuis 1999.

Principales activités professionnelles

Diplomate de carrière, elle s'occupe particulièrement des questions liées aux droits de l'homme, aux droits des enfants et des femmes, en qualité de :

Membre suppléant de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (1990-1994; 1994-1998; 1998-2002).

Déléguée à la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains (1992-1994).

Membre du Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme sur la question d'une convention relative aux droits de l'enfant (1988-1989).

Membre élue et réélue du Comité des droits de l'enfant (1993-1997; 1997-2001).

Présidente par intérim (1999) et Vice-Présidente (1995-1997; 1997-1999) du Comité des droits de l'enfant.

Membre fondateur du Conseil national des droits de l'enfant et de l'adolescent (CONANDA) au Brésil (1992-1994), et participante au Pacte pour l'enfance, activité menée avec succès par l'UNICEF pour mieux informer la population des droits de l'enfant.

Déléguée à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne (1993).

Déléguée à la Commission des droits de l'homme, Genève (1988; 1989; 1990).

Membre du Comité national brésilien en vue de la Conférence dite "Beijing+5", Brasília, DF, (1999-2000).

Déléguée à la session extraordinaire de l'Assemblée générale : "Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle", New York (2000).

Déléguée à la Commission de la condition de la femme (1991; 1994).

Prix UNICEF "L'enfant et la paix", Brasília, DF (1994).

Études

Bachelor of Arts, Université catholique pontificale, Rio de Janeiro (Brésil).

Diplomate de carrière, Institut de diplomatie du Ministère brésilien des relations extérieures (Instituto Rio-Branco), 1972, Brasília, DF.

Cours de formation spécial pour les diplomates brésiliens, Institut de diplomatie du Ministère brésilien des relations extérieures ((Instituto Rio-Branco), 1989 Brasília, DF.

Maîtrise d'études supérieures, Institut de diplomatie du Ministère brésilien des relations extérieures (Instituto Rio-Branco), 1995, Brasília, DF.

Autres activités dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

En qualité de Présidente par intérim du Comité des droits de l'enfant, a prononcé une déclaration au nom de ce comité à l'occasion de la commémoration par l'Assemblée générale du dixième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, New York (1999).

En qualité de membre du Comité, elle a participé à plusieurs réunions et séminaires internationaux et régionaux portant sur les droits de l'enfant :

Oratrice au Séminaire sur la suppression des châtiments corporels infligés aux enfants, Commission des droits de l'homme, Parlement brésilien (Brasília, DF, 2000);

Oratrice à la Conférence sur le thème "Les droits de l'enfant et la religion à la croisée des chemins" (Nazareth, Israël, 1999);

Présidente de la table ronde sur le processus de présentation de rapports comme catalyseur de l'évaluation et du débat internes dans le cadre de la célébration du dixième anniversaire de la Convention par le Comité (Genève, 1999);

Oratrice lors du Forum international chargé de dresser un bilan opérationnel de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (La Haye, Pays-Bas, 1999);

Présidente du groupe de travail sur la coopération judiciaire et administrative dans le domaine du droit de la famille (La Haye, Pays-Bas, 1998);

Observatrice à la réunion du Comité consultatif mondial du Childwatch Monitoring Children's Rights Project (Cambridge, Royaume-Uni, 1998);

Oratrice lors du stage de formation organisé par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur le renforcement des moyens dont les États disposent pour satisfaire à l'obligation de présenter des rapports relatifs aux droits de l'homme (Quito, Équateur, 1997).

Publications les plus récentes dans ce domaine

Child Poverty and Deprivation in Industrialised Countries : 1945-1995, Giovanni Andrea Cornia et Sheldon Danziger (dir. publ.) : critique publiée dans *The International Journal of Children's Rights* 7, p. 207 à 210, 1999.

Déclaration du Comité des droits de l'enfant dans : *Combating the most intolerable forms of Child Labour : a global challenge* (rapport), appendice 6, p. 95 à 98, 1997.

Comité des droits de l'enfant : procédures de base, à l'occasion d'un colloque sur la mise en œuvre de la Convention des droits de l'enfant dans *Transnational Law and Contemporary Problems*, *Journal of the University of Iowa College of Law*, vol. 6, No 2, p. 263 à 286, automne 1996.

Grupos Vulneráveis : Aspectos relacionados com a Discriminação de Gênero e com as Crianças, dans *A Incorporação das Normas Internacionais de Proteção dos Direitos Humanos no Direito Brasileiro*, Antônio Augusto Cançado Trindade, (dir. publ.), p. 413 à 421, 1996.

Die Menschenrechtssituation der Kinder in der Welt, dans *Aktuelle gesellschaftliche Entwicklungen und ihre Einflüsse auf die Polizei die Situation Jugendlicher*, Internationales Seminar, Polizei-Führungsakademie, p. 63 à 75, 1996.

Irina MOROIANU-ZLATESCU
(Roumanie)

Date et lieu de naissance : 13 juin 1950 à Ploiesti (Roumanie).

Langues de travail : Anglais et français.

Situation et fonction actuelle

Directrice de l'Institut roumain des droits de l'homme (depuis 1994).

Principales activités professionnelles

- Rédactrice, rédactrice en chef, coordonnatrice de Revista Română de drept (Revue roumaine de droit) et Dreptul (Le droit);
- Avocate, Barreau de Bucarest;
- Professeur à l'Institut d'études économiques de Bucarest (droit comparé, droit public comparé);
- Professeur à la Faculté de droit de la Romanian-American University of Bucharest (droit de la famille);
- Professeur à la faculté de droit de l'Université Spiru Haret de Bucarest (protection juridique des droits de l'homme et droit communautaire institutionnel); Professeur à l'École nationale d'études politiques et administratives (protection juridique des droits de l'homme et droit communautaire institutionnel), depuis 1991;
- Professeur à l'Université d'écologie de Bucarest (protection juridique des droits de l'homme et droit communautaire institutionnel) depuis 1997;
- Vice-Doyenne de l'École nationale d'études politiques et administratives depuis 1999;
- Coordinatrice des chaires UNESCO sur l'éducation à la démocratie, aux droits de l'homme, à la paix et à la tolérance depuis 1998;
- Professeur à la faculté de droit de l'Université de Bucarest (cours de troisième cycle sur les institutions constitutionnelles et publiques);
- Directrice adjointe de l'Institut roumain des droits de l'homme (IRDO), 1991-1994;
- Membre du Groupe d'experts des Nations Unies sur la liberté et le développement;
- Membre du Groupe d'experts des Nations Unies sur la liberté et le développement dans le domaine des droits des femmes; PNUD;
- Expert des questions relatives à la liberté et au développement économiques;
- Expert auprès de l'OSCE pour les questions relatives aux minorités;
- Expert auprès de l'OSCE pour les questions relatives à la dimension humaine;

- Directrice de cours et conférencière à l'Université de la mer Noire : les droits de l'homme après la Conférence de Vienne, cours organisé par l'Institut roumain des droits de l'homme et l'Université de la mer Noire, Costinesti, 25-31 juillet 1993;
- Directrice de cours et conférencière à l'Université internationale des droits de l'homme, depuis le début de ces cours (1995) organisés chaque année par l'IRDO.

Études

- Diplôme de la Faculté de droit de l'Université de Bucarest;
- Certificat de journaliste professionnelle;
- Diplôme supérieur de droit comparé de la Faculté internationale de droit comparé, Strasbourg;
- Doctorat en droit, Université de Bucarest.

Autres activités dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- "Les femmes dans le développement national et le droit de la famille" - École internationale de Bordeaux.
- "L'arbitrage entre l'État et les particuliers"; cours de formation dispensé par l'Académie de droit international de la Cour internationale de Justice de La Haye.
- "Les institutions démocratiques de l'Europe orientale" - Formation dispensée par l'OTAN; cours de formation destiné aux rédacteurs de textes de lois.
- Cours de formation des Nations Unies relatifs à la protection et à la promotion des droits de l'homme (rapporteuse).
- Membre de l'Association roumaine de droit comparé (ancienne Secrétaire scientifique de l'Association).
- Membre de la Société française de droit comparé.
- Membre du Comité directeur de l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration françaises (IDEF).
- Membre du Bureau de l'Association des étudiants et anciens étudiants de droit comparé, Strasbourg, 1981-1989 et 1997.
- Secrétaire scientifique du Département de droit international de l'Association des juristes (1978-1980).
- Membre de l'Association internationale de droit et de relations internationales.
- Présidente de l'Association roumaine pour les droits économiques, sociaux et culturels.
- Secrétaire générale du Comité national roumain pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.
- Membre du Comité national roumain pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

- Membre du Comité international pour le lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (Association internationale Ius Primi Viri - Italie) depuis 1993.
- Membre du Conseil de l'Association des universitaires pour l'intégration européenne.

Publication les plus récentes dans ce domaine

- Auteur et/ou coauteur de plus de 60 volumes, de nombreux travaux, de 12 suppléments des revues Dreptul (Le droit) et Revista Română de drept (Revue roumaine de droit), de plus de 300 articles, de nombreuses préfaces à des ouvrages scientifiques, de critiques et de synthèses.
- Nombreux avis consultatifs sur des projets de loi.

Participation à des conférences internationales

- Participation en qualité de rapporteuse à un grand nombre de congrès, colloques et séminaires nationaux et internationaux tels que le Congrès de l'Académie internationale de droit comparé Grèce (1994), Royaume-Uni (1998); les Congrès de l'IDEF en Égypte (1997 et 2000), et au Liban (1999), notamment.
